

**DELIBERATION N° 2017-101**

**SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

**DU 20 SEPTEMBRE 2017**

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L 711-1 et suivants, D719-3 et suivants,

Vu les statuts de l'UNS,

Vu le règlement intérieur de l'UNS,

Décret n° 2017-610 du 24 avril 2017 modifiant les dispositions du code de l'éducation relatives aux médiateurs et aux conditions d'exercice du droit de suffrage, à la composition des collèges électoraux et aux modalités d'assimilation et d'équivalence de niveau pour la représentation des personnels et des étudiants aux conseils des EPCSCP,

Vu l'arrêté n°160-2017 portant délégation de signature à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'administration, en date du 12 juillet 2017,

Vu l'arrêté n°55-2017 portant délégation de signature à M. Christophe WANNER, Directeur Général des Services, en date du 29 juin 2017,

Vu l'avis de la Commission des Statuts et Règlements du 7 septembre 2017,

Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu les exposés de M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'Administration et de Mme Florence PISANO, directrice de Direction Juridique, Statutaire et Règlementaire,

**VALIDE la modification de l'article 16 des statuts de l'Université Nice Sophia Antipolis conformément aux modifications législatives intervenues en 2017 et telle que présentée en séance.**

Cette délibération est adoptée à l'unanimité des voix.

Membres en exercice : 35

Quorum : 18

Présents et représentés : 27

Fait à Nice, **26 SEP. 2017**

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2017-101

TRANSMISE AU RECTEUR :

**27 SEP. 2017**

Pour le Président de l'Université  
Nice Sophia Antipolis et par délégation  
Le Vice-Président du Conseil d'Administration



Marc DALLOZ

**MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :**

*En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.*